

# CULTURE ET DÉMOCRATIE

• Périodique trimestriel de l'asbl Culture et Démocratie •  
Bureau de dépôt: Bruxelles X

EDITORIAL

C'est la rentrée ...

**B**ien sûr, pas pour ceux qui commencent en d'autres saisons. Pas pour ceux qui ne s'arrêtent jamais. Pas pour les pré-pensionnés, mis à l'arrêt d'office. Pas pour ceux qui n'ont pas de travail, qui n'en ont plus ou qui n'en ont jamais eu. Pas pour tout le monde, donc.

Rentrée des classes! C'est écrit au tableau noir, à la craie, pour les petits de première et deuxième primaire. C'est en grand dès la mi-août aux vitrines des magasins où cartables à la mode, baskets de marque et vêtements griffés interpellent les ados paranos.

Rentrée culturelle pour les musées! Pour les musées, théâtres et groupes musicaux qui, sortant des festivals de l'été et autres opérations portes ouvertes, retrouvent leurs micros, scènes et salles d'expositions. Et, sans enthousiasme, leurs difficultés budgétaires.

Rentrée politique enfin. Un peu particulière cette année pour la Communauté et les Régions. Elections, changement de coalition, bouleversements! A la Communauté - qui, par ses compétences, nous intéresse particulièrement - il faut désormais compter avec un gouvernement tout neuf, et de nouvelles et nouveaux Ministres. Une seule Ministre de la Culture, notamment, qui a donc les mains libres, en principe, même si elle devra se battre pour trouver les moyens de faire de la culture une priorité politique, et si les Etats généraux de la culture, annoncés, devront s'accompagner d'une réflexion de fond. Nous savons d'autre part que la Ministre-Présidente, également Ministre de l'Enseignement obligatoire, est intéressée aux matières culturelles et que des partenariats sont donc possibles. C'est important. Sur le plan éducatif, il y a déjà eu de sa part d'étonnantes déclarations. Des classes de moins de vingt élèves? On croit rêver...! Et un effort particulier dans la lutte contre l'analphabétisme.

Allons-nous vers un renouveau de la Communauté française? Les difficultés budgétaires sont réelles, mais nous voulons y croire. Le défi est essentiel. Il y a eu le temps des grands travaux, dont les autoroutes, certes utiles. Celui du sauvetage des entreprises en difficultés, avec peu de succès, hélas. Notre société se porte mal, économiquement, culturellement, politiquement. Il est temps d'inverser les priorités, de penser au potentiel humain. On s'est endetté pour le béton? Investissons dans la culture et la formation. C'est un objectif à long terme. Il faudra une génération, au moins, pour en voir les effets... Courage, donc! Il n'y a pas de temps à perdre. L'art et la culture, l'enseignement et la formation continuée sont d'excellents matériaux de reconstruction.

Et chacun doit y mettre du sien... Thomas Carlyle disait: *Ne te plains pas de ton temps, Si tu le trouves mauvais, Demande-toi ce que tu as entrepris pour le rendre meilleur.*

Georges Vercheval



Roland Breucker (détail)

n°11 juillet-août-septembre 2004

## Sommaire

- Art et école  
L'art à l'école: compte-rendu  
du groupe de travail \_\_\_\_\_ 2
- Culture ET Démocratie?  
« Etat culturel » ou Guggenheim? \_\_\_\_\_ 4
- Art et société  
Benjamin Barber \_\_\_\_\_ 5  
Photojournalisme \_\_\_\_\_ 6
- Pratiques culturelles  
Qualité-Village-Wallonie:  
une démarche citoyenne active \_\_\_\_\_ 8
- Art et Solidarité  
Nez rouge et blouse blanche \_\_\_\_\_ 9
- Accès  
Le Musée, c'est le monde \_\_\_\_\_ 10
- Pour ne pas rester sur sa faim \_\_\_\_\_ 11
- Infos \_\_\_\_\_ 12  
Droits de Ciné: 30 films pour une Déclaration  
Prix Orfinger
- Côté « images » \_\_\_\_\_ 12  
Roland Breucker

# Art et école

Il y a quelques mois, un groupe de travail était mis sur pied par Culture et Démocratie pour réfléchir à la question de l'art à l'école. Enseignants, responsables pédagogiques, représentants des ministres et des administrations en charge de l'éducation et de la culture, et acteurs culturels se sont ainsi réunis avec deux objectifs: faire le point sur la situation en Communauté française et faire l'inventaire des priorités absolues en cette matière à l'horizon des élections du 13 juin 2004. Aujourd'hui, les conclusions sont entre les mains des nouveaux ministres compétents...

## L'ART À L'ÉCOLE

L'art à l'école, pourquoi? Parce qu'il civilise, qu'il humanise, parce qu'il donne à voir, à écouter, à sentir. Parce qu'il donne à penser le monde et l'universalité, et qu'il ouvre chacun à la capacité de créer. Il doit donc, selon le groupe de travail, s'inscrire dans tout le tissu scolaire, à tous les niveaux, à tous les degrés, sans exclusive aucune.

### Un constat: ouverture, déploiement, émiettement

On constate une misère persistante de la culture en Communauté française de Belgique mais un intérêt manifeste et croissant dans les sphères politiques pour ce qui est de l'intégration de l'art à l'école. Depuis quelques années, en effet, les responsables politiques se préoccupent davantage de la création et de la production artistiques au sein de l'École. Des initiatives, le plus souvent de grande qualité, sont mises sur pied, telles que Ecole en Scène, Un pas de plus, Danse à l'école, Anim'Action, les actions développées par la cellule Culture et Enseignement au Ministère de la Communauté française,... ainsi que les nombreuses actions menées par les centres culturels, centres d'expression et de créativité et autres opérateurs.

Mais ces actions se développent souvent sous la forme d'opérations pilotes, à court terme. De plus, elles s'inscrivent dans des espaces budgétaires limités qui n'autorisent pas leur déploiement à l'ensemble de la communauté éducative francophone de Belgique. Ces initiatives sont le fait d'acteurs très diversifiés, dont les objectifs, les priorités et les cadres de références peuvent diverger de manière sensible. Sur ce point, l'outil dont s'est doté la Communauté flamande nous a semblé particulièrement efficace et convaincant. Le "Canon-cultuur cel" est une structure relevant du Ministère (flamand) de l'Éducation. Ce département est chargé de mettre en œuvre un des quatre objectifs généraux que s'est assignés l'enseignement néerlandophone - assurer une formation créative à tous les degrés de l'École en développant des programmes et des outils culturels particulièrement adaptés et cohérents.

On peut dire que, si les initiatives culturelles dans l'école francophone de Belgique sont nombreuses et de qualité, force est de constater cependant qu'il n'y a pas de politique artistique et culturelle cohérente: elle doit être définie et portée par la nouvelle Ministre de l'Éducation en collaboration avec la Ministre de la Culture.

### Cohérence politique

L'enjeu essentiel est le recentrage déterminé de tout ce qui existe aujourd'hui en matière de programmes et de projets relatifs à la question de l'art à l'école. La première condition pour une redéfinition claire de la politique culturelle pour l'École était de réunir toutes les compétences culturelles sous la tutelle d'un seul ministre, de même que pour celles de l'éducation. C'est chose acquise aujourd'hui.

C'est du Ministère de l'Éducation (1), estime le groupe de travail, que devrait venir la parole qui rend à l'art, et plus largement à la culture, sa légitimité dans l'espace de l'école. A l'instar de ce qui se passe en Communauté flamande, mais sous des modalités propres, il semble nécessaire qu'une cellule spécifique puisse travailler, au sein du Ministère de l'Éducation, à la mise en cohérence de l'ensemble des initiatives, des programmes et des outils relevant de la problématique de l'art à l'école. De cette manière, encouragées explicitement et organisées par ce Ministère réunifié, la pratique et la fréquentation de l'art seraient légitimées de manière indiscutable.

Ce département collaborerait très étroitement avec le Ministère de la Culture qui pourrait développer, à son tour, des départements existants mais peu dotés en ressources humaines et budgétaires.

Il deviendrait dès lors possible d'imaginer une école qui réintègre, comme autant de formations accessibles à tous, l'histoire de l'art, de la musique - de toutes les musiques -, du cinéma, l'esthétique, et toutes les formes de la pratique artistique...

### Formation, organisation, information et moyens

Qu'il s'agisse de déployer des projets de création dans le territoire de l'école ou de quitter celui-ci pour s'immerger dans une proposition artistique, les questions qui se posent à l'école sont celles de la formation, de l'organisation, de l'information et des moyens.

Concrètement, il n'y a pas d'art ou de culture à l'école ou hors de l'école sans des enseignants qui, à tous les niveaux de la pratique éducative, soient convaincus de l'intérêt pédagogique de ces expériences pour les avoir pratiquées eux-mêmes, dans leur cursus de formation initiale. Leur implication active, leur compétence et leur collaboration sont indispensables à la réussite de toute entreprise à

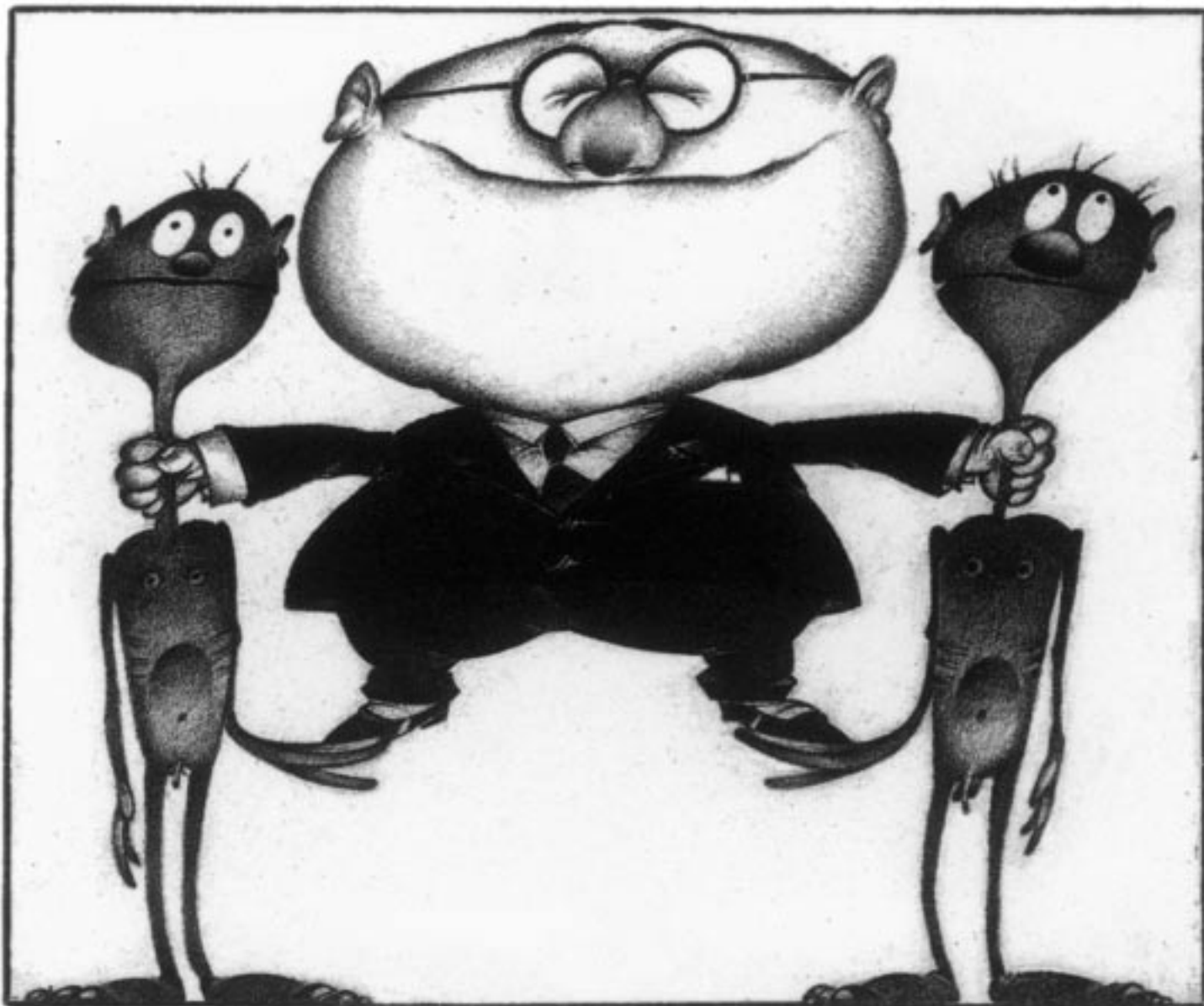
caractère artistique ou culturel. Il nous semble qu'il y a là beaucoup à faire. Les enseignants peuvent être de remarquables passeurs pourvu qu'on les outille. Dans le domaine artistique et culturel, ils le sont trop peu.

La possibilité de développer des projets créatifs à l'école, à tous les niveaux, dépend du cadre qui lui est réservé: ceci suppose un espace/temps plus souple qui permette de développer des pratiques longues et interdisciplinaires, de nouer avec les opérateurs culturels et les artistes des collaborations enrichissantes, de provoquer la rencontre entre ces compétences distinctes et complémentaires: l'artiste est un créateur, l'enseignant est un pédagogue. C'est de l'articulation de ces deux pratiques dans un espace/temps clairement scolaire que dépend le sens - pour l'école - de cette collaboration. Pour ce qui est de la fréquentation des lieux et espaces culturels, on remarquera que l'École les arpente depuis longtemps mais qu'elle a à gérer - particulièrement dans le secondaire et le supérieur pédagogique - des contraintes horaires qui freinent considérablement l'investissement des enseignants.

L'école aurait beaucoup à gagner de l'ouverture de plages horaires qui ne seraient dévolues qu'à la mise en œuvre de projets artistiques et culturels. Pour faire sens dans le territoire de l'école, ceux-ci doivent nécessairement être intégrés dans des champs disciplinaires précis, sous peine d'être relégués au rang d'activités sans enjeu pédagogique.

L'information sur l'ensemble de l'offre artistique et culturelle, qu'il s'agisse d'appels à projets, de programmes spécifiques ou d'informations culturelles et artistiques au sens large, devrait être unifiée. Relayée de manière constante et complète par le Ministère de l'Éducation, en collaboration étroite avec le Ministère de la Culture, elle permettrait aux écoles de se faire une idée globale de ce qui leur est offert et constituerait un encouragement explicite à l'exploration de ces territoires. L'instauration de relais culturels, d'ambassadeurs de la culture et de la création, au sein des écoles, pourrait stimuler la diffusion de cette information dans les établissements scolaires. Trop souvent, c'est un professeur de français ou d'histoire qui en prend, seul, l'initiative.

Enfin, un inventaire de tout ce qui existe aujourd'hui en matière de programmes artistiques pour l'École fait cruellement défaut et il est important qu'un cadastre complet en soit établi dans les meilleurs délais.



Roland Breucker

Du côté des projets, plutôt que de maintenir une politique qui privilégie de manière quasi exclusive les établissements dits en discrimination positive, les stigmatisant au passage, il est nécessaire d'ouvrir à toutes les écoles sans distinction aucune, la faculté budgétaire d'entreprendre sur le terrain culturel et artistique. Cela étant acquis, il serait souhaitable d'accorder des facilités accrues aux établissements en difficulté qui en feraient la demande.

Les avantages accordés au monde scolaire quant à l'accès à l'offre culturelle et artistique – dont nous reconnaissons l'importance quantitative et qualitative – ne doivent pas être le seul fait des institutions et des opérateurs culturels. De nombreux obstacles, dont les plus évidents sont les frais de transport et le prix des tickets, se dressent sur le chemin qui va de l'école au théâtre, au musée, à la salle de concert, ou au cinéma. L'association «Jeunesses et arts plastiques» a trouvé une filière pour offrir des cycles de conférences gratuites – exemple à multiplier. Un chèque culturel, dont il faudrait étudier les modalités

de distribution et d'affectation, destiné a priori au monde scolaire, constituerait un signal fort de la part des Ministres de l'Éducation et de la Culture. Il stimulerait de manière significative un accès qui, aujourd'hui encore, demeure lié au statut socio-économique des publics scolaires.

Le groupe de travail réaffirme que l'approche, la connaissance et la pratique de l'art servent puissamment les objectifs de savoir, de compétence et de développement personnel qui sont au cœur des missions de l'École et qu'il s'agit là d'un indispensable contrepoint aux logiques d'efficacité immédiate qui ont peu à peu submergé la pratique pédagogique. Il se réjouit des avancées qui ont été opérées ces dernières années, mais il constate qu'il y a encore beaucoup à faire pour parler d'Art à l'École.

Séverine Monniez  
sur base de la note de synthèse de  
Sabine de Ville

(1) Il est à noter que des avis divergents existent quant à l'avis selon lequel ce serait le Ministère de l'Éducation qui devrait promouvoir les mesures espérées. Certains pensent en effet qu'en cette matière, la complémentarité totale entre l'Éducation et la Culture est essentielle, et que c'est une belle occasion d'appliquer le discours de synergie.



## «ÉTAT CULTUREL» OU GUGGENHEIM?

On souhaite que je parle de culture et de démocratie. Je me demande si, à ce sujet, on ne me propose pas de parler de la même chose. Car aujourd'hui, une culture existe-t-elle sans démocratie et une démocratie peut-elle vivre sans culture? En ce qui me concerne, d'ailleurs, je me sens viscéralement rivé à ces deux valeurs. Et cela, autant à travers mon vécu que mes images, mes souvenirs que mes projets, mes désirs que mes fantasmes. Car culture et démocratie, principes indissociables de la réalité, c'est aussi du rêve, du désir et, en quelque sorte, de l'amour.

Mais quelle culture? Certainement pas celle du savoir à tous crins, de la connaissance éperdue, de la prodigalité verbeuse et ostentatoire, pire, de l'érudition malsaine, celle, tout compte fait, élitiste, que l'on brandit pour s'afficher dans la sphère des pseudonantis de l'esprit, des obsédés du pouvoir ou des esclaves du commerce. Non, la culture que j'aime, c'est la culture déclinée *en mode de vie*, originelle et originale, ancrée dans les racines et tournée vers le futur, la culture que l'on expérimente, que l'on crée, que l'on respire, la culture de l'esprit libre, respectueux et novateur, la culture du corps affirmé et séducteur, la culture du langage mais aussi celle de la main, la culture de la réflexion mais aussi celle de l'instinct: un échange, un don, une mémoire, une invention.

La démocratie? Un rêve éveillé, une déesse redoutable, un combat perpétuel. Un mode de vie aussi – le seul vrai, le seul possible – qui ne peut se construire sans le soutien de cette vibrante culture vécue comme moteur, souffle, élan. La démocratie, gestation infinie,

désir permanent, réel sans cesse menacé d'irréalité.

Rêve que tout cela? Sans doute. Sûrement. Peut-être. La réalité est dure pour celui qui croit. Guerre en Irak, massacres en Afrique, terrorismes en Israël et en Palestine, drogues et tortures aux quatre coins du monde, sida vampirique, dépravations berlusconiennes, incongruités bushiennes, corruption, clientélisme, «particratisme», intolérance, racisme: motifs de désarroi, de crainte; causes d'abandon, de désespoir...

Face à cela, un long et lent travail. Sur tous les fronts, dans toutes les aires, contre toutes les crises. Une démocratie, c'est beaucoup d'exigences. L'une des plus essentielles, c'est d'aider la culture à se forger et à se déployer. Certes, pas d'interventionnisme ravageur, pas de dirigisme bâillonnant! Mais, au même titre qu'il met en place un enseignement ouvert à tous, l'Etat démocratique, dans le domaine culturel, se doit de favoriser, par ses investissements financiers et ses encouragements moraux, la création d'infrastructures mises à libre disposition et l'élaboration d'un programme d'actions aussi multiples et variées que possible. Dans ce cadre, les manœuvres de l'Etat seront discrètes mais efficaces, respectueuses mais convaincues, réservées mais constantes. Stimulant de la vie associative et garant de la diversité, cet Etat sera moins providence que référence, moins doctrinaire que partenaire. Ce rôle culturel moteur de l'Etat évitera ainsi ce qu'il y a de pire: l'émergence redoutable d'une oligarchie de nantis.

Soyons attentifs, très attentifs même! Il est

clair que certaines visions politiques – surtout d'inspiration outre-atlantique mais trouvant large écho en Europe – prônent, en ce qui concerne la culture, moins d'interventions de l'Etat, plus de recours au privé, au particulier, au «marchand». On nous accable aujourd'hui – et c'est un leitmotiv même chez ceux qui, par nature et conviction, devraient se montrer extrêmement circonspects à ce sujet – par l'obligation quasi messianique de faire appel, dans la mise sur pied de nos manifestations culturelles, à ce qu'il est maintenant convenu d'appeler le «sponsoring», ou le «mécénat». Si, bien sûr, des coups de pouce aimables et désintéressés sont éminemment sympathiques et salutaires, le parrainage bancaire ou industriel ne doit pas être érigé en système. L'Etat ne peut s'effacer face au privé.

Il y a quelques années, Thomas Krens, éminent économiste et historien de l'art, directeur de la célèbre Fondation Guggenheim qui venait alors d'installer sa fastueuse tête de pont à Bilbao, déclarait sans ambages: *Mes collaborateurs et moi croyons en la culture et avons conscience d'être dans une phase cruciale de l'évolution de son concept même. Au XVIIIe siècle, on a assisté, dans l'administration de la culture, au passage de l'Eglise à l'Etat. Aujourd'hui, nous constatons, de façon assurément plus marquée aux Etats-Unis, que l'Etat se désengage progressivement de ce domaine, qu'il soit incarné par les musées ou par les universités, pour le mettre dans les mains du secteur privé.*

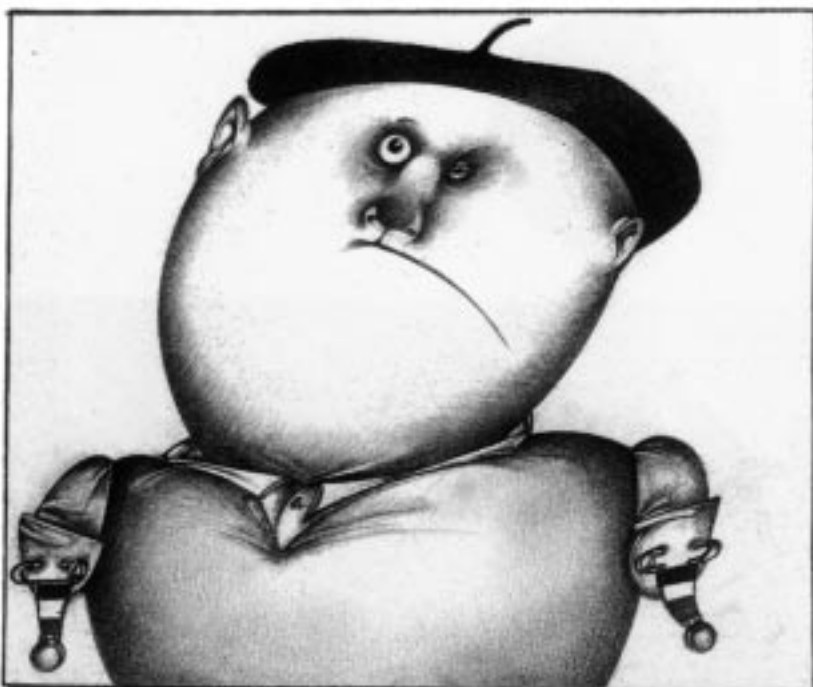
On ne peut qu'être frappé par la suffisance et, plus fondamentalement, par l'égarement d'un tel propos. Tout intéressante que soit son architecture et tout importantes que soient certaines facettes de ses collections, le Musée Guggenheim de Bilbao représente dans son essence, au-delà d'une certaine image hagiographique de réussite dans le domaine de la reconversion, une vision impérialiste et hégémonique de la culture, une machine économique et commerciale redoutable, parfois même quasi perverse. La culture n'y est pas gagnante à tous les coups.

On pourrait multiplier à l'envi ces mille faits, malheureusement sans cesse en expansion, mettant en cause la pratique culturelle démocratique. Les choses sont claires pourtant: sans culture indépendante des intérêts privés et des jeux de pouvoir, sans le recours à une démocratie productrice et garante de valeurs d'éducation, d'échange et de création, sans notion forte et vivante d'«Etat culturel» (n'en déplaise à Marc Fumaroli et à ses acolytes), il y aura quelque chose de pourri au royaume d'aujourd'hui. Et n'oublions pas que la culture, c'est aussi la liberté. Cette liberté, écrit René Char, qui *naît la nuit, n'importe où, dans un trou du mur, sur le passage des vents glacés.*

Pierre-Jean Foulon

Conservateur au Musée royal de Mariemont

Maître de conférences aux Facultés universitaires de Namur



Roland Breucker

# Art et société

Le 10 juin dernier, Culture et Démocratie et Kunst en Democratie invitaient Benjamin Barber, intellectuel américain, consultant en politique et en éducation, chercheur en pratiques civiques et démocratiques, auteur de textes pour le théâtre, passionné par les arts, à s'exprimer à propos de « l'art de la démocratie ». Cela se passait à Bruxelles, au Théâtre Royal de la Monnaie, devant 150 personnes et quelques intervenants, artistes, journalistes et intellectuels : Werner Trio, Philippe Van Parijs, Frank Albers et Bernard Focroulle.

## BENJAMIN BARBER

Il nous est impossible de répercuter ici la réalité de ce débat, et nous ne pouvons pas non plus transcrire cette conférence dans son intégralité. Il nous a pourtant semblé important d'en reprendre les grandes lignes, librement, en mettant l'accent, peut-être subjectivement, sur certains points particulièrement interpellants.

Benjamin Barber, sans pour autant se définir comme un expert en art ou en culture, s'y intéresse cependant et, dès lors, considère qu'il représente tous ceux qui se préoccupent d'art, de tolérance, de respect de la diversité, tout cela étant lié, selon lui. Sauver la culture et sauver la démocratie ? Au fond, c'est le même combat...

S'agissant de démocratie, Benjamin Barber ne pouvait éviter de commenter la situation mondiale et la politique des Etats-Unis. Il l'a fait brillamment, commençant par évoquer les trois cents dernières années qui ont vu de nombreux pays, particulièrement en Europe, se battre pour leur indépendance et mener des guerres répétées, pénibles en termes de souffrance pour l'humanité. Tout cela culminant dans l'horreur de la seconde guerre mondiale. La paix revenue, et plus personne n'étant à même de vivre et de se développer seul, ces nations - ennemies depuis toujours - ont pris conscience de ce qu'il n'y aurait pas de paix et de sécurité sans de nouvelles formes « d'interdépendance ». L'Europe nouvelle est née de ces réflexions. Au-delà, une nouvelle architecture de coopération, un nouveau cadre était devenu indispensable, au niveau international, mondial. L'Organisation des Nations-Unies en est un élément essentiel.

Il est piquant de souligner que les Etats-Unis qui, en 1945, étaient incontestablement la nation la plus forte, choisissent de soutenir ce principe d'interdépendance. Cependant, à l'usage, les USA se révèlent être ceux qui l'acceptent le moins bien ! On a pu le constater à l'occasion de nombreux accords internationaux. Cela s'est également vu après le 11 septembre 2001 quand deux options s'offraient : tendre la main aux alliés potentiels, ou se donner le droit de rejeter et de détruire ceux qui, « n'étant pas avec nous, sont contre nous » ! La deuxième option, calquée sur le mythe du « lone ranger », a été choisie (la « coalition » n'étant qu'une opération cosmétique). George W Bush ne « veut » pas être aidé et, sans souci de la contradiction, il lance, pour combattre le terrorisme international, des guerres contre des nations... Le terrorisme s'en nourrit !

On ne peut ignorer les leçons de l'Histoire : on

*n'instaure pas la démocratie les armes à la main; s'attaquer à un tyran ne fait pas nécessairement naître la démocratie; il faut agir de l'intérieur, pas de l'extérieur; il faut agir de la base, pas du sommet!* Ce qu'il faut, c'est que les gens soient convaincus, comprennent ce que pourrait être une nouvelle citoyenneté. Une nouvelle constitution ? Ce n'est que du papier ! Ce qu'il fallait faire, en Irak, c'était réinventer la démocratie, sur le terrain, protéger les bibliothèques, et pas seulement le Ministère du Pétrole, investir dans l'enseignement, dans la traduction de livres. On ne l'a pas fait et, de ce fait, on a permis au wahhabisme d'occuper la place, et de promouvoir la division, la haine...

Il n'y a pas un, mais des modèles de démocratie. Celui qui a cours en Suisse n'est pas celui des USA. Pourquoi Silvio Berlusconi n'admet-il pas la possibilité d'une démocratie en terre islamique ? Pourquoi Huntington estime-t-il que puisque nous sommes différents, il « doit » y avoir une guerre des civilisations ? Etait-il possible, il y a quelques siècles, alors que régnaient la théocratie et l'intolérance en Europe, d'imaginer que la démocratie finirait par émerger ? De même, il faut accepter que, pour un temps, une démocratie islamiste soit différente de ce qu'elle peut être en terre « catholique » ou « protestante »...

Une des raisons qui accentuent les dérives actuelles est que les USA, le Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, l'Europe, ont imaginé que pour que la démocratie existe, il fallait d'abord instaurer le marché libre. Le capitalisme. Il n'y a pourtant pas là de synergie véritable, obligatoire. Le système politique est une chose. L'économique en est une autre. La Russie, la Chine ont récemment opté pour une économie de marché. Sont-elles des modèles de démocratie ? Pas vraiment ! La démocratie et puis le capitalisme, peut-être. Pas le contraire ! Pourtant, le premier devoir de Paul Bremer en Irak a bien été de privatiser tout ce qui pouvait l'être...

La démocratie existe-t-elle dans le monde des arts ? Certes, elle s'y trouve, et elle s'y sent bien. L'artiste aime à se retrouver au sein d'un groupe, d'une communauté. L'art - même la poésie - ça se fait avec les autres, et pour les autres. La communauté est au cœur de ce que nous faisons. La plus grande force de la tyrannie (et nous sommes menacés en ce moment), ce serait de nous séparer les uns des autres. En allant plus loin, Ben Laden aura gagné contre l'Amérique si celle-ci, pour le combattre, en arrive à renier certaines formes de « sa » démocratie. Lorsque nous enfermons des gens à Guantanamo, nous

nous enfermons nous-mêmes...

L'artiste apporte sa force d'imagination, son pouvoir créateur. L'art doit accéder à un rôle crucial dans le développement de la citoyenneté. Il permet de « voir ». Parler c'est bien, mais voir, et écouter, c'est la clé de la démocratie.

Benjamin Barber en revient alors à « l'interdépendance ». Quand un mur tombe, quand une frontière tombe, c'est une victoire. Le mur en Palestine ne peut être accepté. Celui qui s'enferme ne peut respirer. Je ne cherche pas là une belle métaphore, mais le Reichstag nouveau, à Berlin, est transparent ! La démocratie a, tout simplement, besoin de l'art. En ce sens, l'Europe où, de manière générale, il existe une politique de soutien public pour les arts, fait mieux que les Etats-Unis. Il serait dommage que vous vous mettiez à suivre notre modèle...

L'interdépendance que nous voulons vivre aujourd'hui n'est pas celle des Etats. Nous la voulons créative, culturelle, positive. Nous pouvons la construire, nous, artistes et intellectuels, et la renforcer jour après jour, par l'art et la démocratie. Il est bon de savoir, à cette occasion que le 12 septembre est le jour de l'interdépendance, et il se fête cette année à Rome, notamment, où un certain nombre d'artistes se rassemblent. Elle peut aussi se fêter ailleurs ! (renseignements sur le site [www.benjaminbarber.com](http://www.benjaminbarber.com))

Il n'y a pas d'art sans interdépendance.

*Culture et Démocratie*



# PHOTOJOURNALISME

## Questions d'éthique et d'esthétique

Comment pourrons-nous construire, demain, la mémoire de notre temps? Les lois protégeant la vie privée se sont transformées, avec la complicité vénale d'avocats spécialisés, en une quête effrénée de « dédommagements » et sont une menace permanente pour les gens d'images.

Photographier des gens dans un café ou dans la rue devient une opération à risque. Moins pourtant que de faire une photo dans le métro de New York, préparation évidente à une attaque terroriste... Sale temps pour la photographie.

Pour rendre compte de ce qui se passe dans le monde, pour nous informer, des photographes, des opérateurs de télévision, des journalistes sont brimés, censurés, emprisonnés. Enlevés, blessés, assassinés. Ils paient aujourd'hui le prix fort, parfois tout près de chez vous mais surtout en Chine, à Cuba, en Birmanie, en Malaisie. En Colombie, au Liberia, en Irak, en Palestine. Comment effectuer un travail de qualité? En Irak, certains le font, notamment les photographes irakiens. Pour les autres, il y a une alternative, celle de ne pas quitter le QG ou la salle de presse et de se terrer, avec les cadres d'entreprises chargés de reconstruire le pays, dans les grands hôtels bunkérisés et surprotégés par une armée de mercenaires privés.

A l'heure où j'écris ceci, les journalistes Georges Malbrunot et Christian Chesnot et leur chauffeur syrien ne sont toujours pas libérés. Enzo Baldoni, du *Diario*, a été assassiné le 26 août 2004. Quarante autres journalistes sont morts en Irak depuis mars 2003. Par contre, les marchands d'armes se portent bien. George W. Bush aussi.

*L'un des droits les plus précieux de l'être humain est de communiquer librement sa pensée et ses opinions. Nulle loi ne doit restreindre arbitrairement la liberté de parole ou de presse,* écrivait Ignacio Ramonet dans le *Monde diplomatique*, en octobre 2003. Il remarquait cependant que, pour autant, les entreprises médiatiques géantes qui contrôlent des pans entiers de l'information ne doivent pas se croire tout permis et que les citoyens ont droit à une information qui ne soit ni filtrée, ni contaminée... Comment concilier la mondialisation de l'information - nous y sommes - et la diversité culturelle, l'ouverture démocratique? La nécessité d'une réflexion et de mesures à portée internationale, donc d'un contre-pouvoir, apparaît avec force.

Un colloque de deux jours vient de se tenir à Perpignan, en ce début septembre 2004. Ce n'est pas un hasard. Il se tenait dans le cadre du Festival international du photojournalisme qui, depuis seize ans, défend la profession et soulève les questions essentielles. Le contexte? Vingt-huit expositions, des conférences, six soirées de projections publiques, en plein air, sur grand écran et devant trois mille spectateurs, cinquante stands au Palais des Congrès pour les agences et grands médias (VII, Magnum, Vu, AFP, Reuters, Associated Press, EPA, Corbis, Getty, Hachette et ses satellites, etc), des collectifs de jeunes photographes (dont les Belges Blow Up et Luna), et des centaines de photographes

particulièrement concernés. Parmi eux, pour la Belgique (1), Bruno Stevens (retour du Darfour), Karim Ben Khelifa (prix Fuji pour un grand reportage en Irak), Stefan Van Fleteren, Dieter Telemans et Tim Dirven, proches du journal *De Morgen*, et ceux de l'agence Reporters (2) ... S'entrecroisent donc, sous le soleil, quelques affaires, des projets créatifs et, à forte dose heureusement, les échanges amicaux.

*Je ne sais pas si le photojournalisme est mort ou s'il en train de mourir - comme je l'entends souvent - mais ce que je sais, c'est qu'il ne cesse de susciter des vocations,* disait Jean-François Leroy (3), présentant les images fortes de Rémi Ochlik, vingt ans, qui revenait d'Haïti. Cependant, si l'on en juge par le contenu des expositions, des conférences ou du colloque, l'inquiétude domine. Les multinationales de l'information (certaines ont dévoré pas mal de leurs consocieurs) encadrent au plus près les photojournalistes, limitent leur liberté d'interprétation, contrôlent le choix des images. Les nouvelles technologies n'y sont pas étrangères, elles qui favorisent l'image unique au détriment du reportage d'investigation et découragent le recul critique: à peine réalisée, la photographie est transmise à l'utilisateur qui en use à sa guise... ou n'en fait rien! Dans l'aventure, l'auteur perd souvent son statut d'auteur. Il est de plus en plus courant que la presse se contente de mentionner l'agence - AFP, AP, Corbis, ou Belga, ou à défaut DR (droits réservés) ou PG (photo gratuite)! - sous l'image publiée, se dispensant de l'attribuer au photographe. Sans états d'âme. En Belgique, seuls La Libre Belgique et quelques journaux flamands (de moins en moins) respectent le droit moral de l'auteur.

Henri Cartier-Bresson, un des plus grands photographes de notre temps, co-fondateur de l'agence Magnum, vient de mourir. Croyait-il encore au photojournalisme, ou était-il prêt à céder au désespoir? Membre de l'ANJRPC (une association française de journalistes), il leur écrit en 2002: *je suis décidé à vous soutenir dans votre combat; que puis-je faire précisément?*, mais un an plus tard, adressant à Patrick Bard un « bon pour pouvoir » pour l'assemblée annuelle, il ajoute à la main ... *de pouvoir quoi? que les journalistes soient des romanciers!*. Dans « Un autre futur » (4), il évoque *ce monde qui s'écroule sous le poids de la rentabilité, envahi par les sirènes ravageuses de la techno-science, la voracité du pouvoir, la mondialisation...* Il gardait pourtant l'espoir parce qu'au delà, disait-il, il existe l'amour, et

l'amitié... Quant à Willy Ronis, s'il salue le courage de ses jeunes confrères et comprend leurs difficultés, il s'inquiète aussi de ce que la forme ne soit pas toujours à la hauteur du contenu! Le photojournalisme évolue donc, entre passion et désenchantement. Ce n'est pas nouveau mais la situation paraît plus grave que jamais. Le diagnostic n'est pas facile.

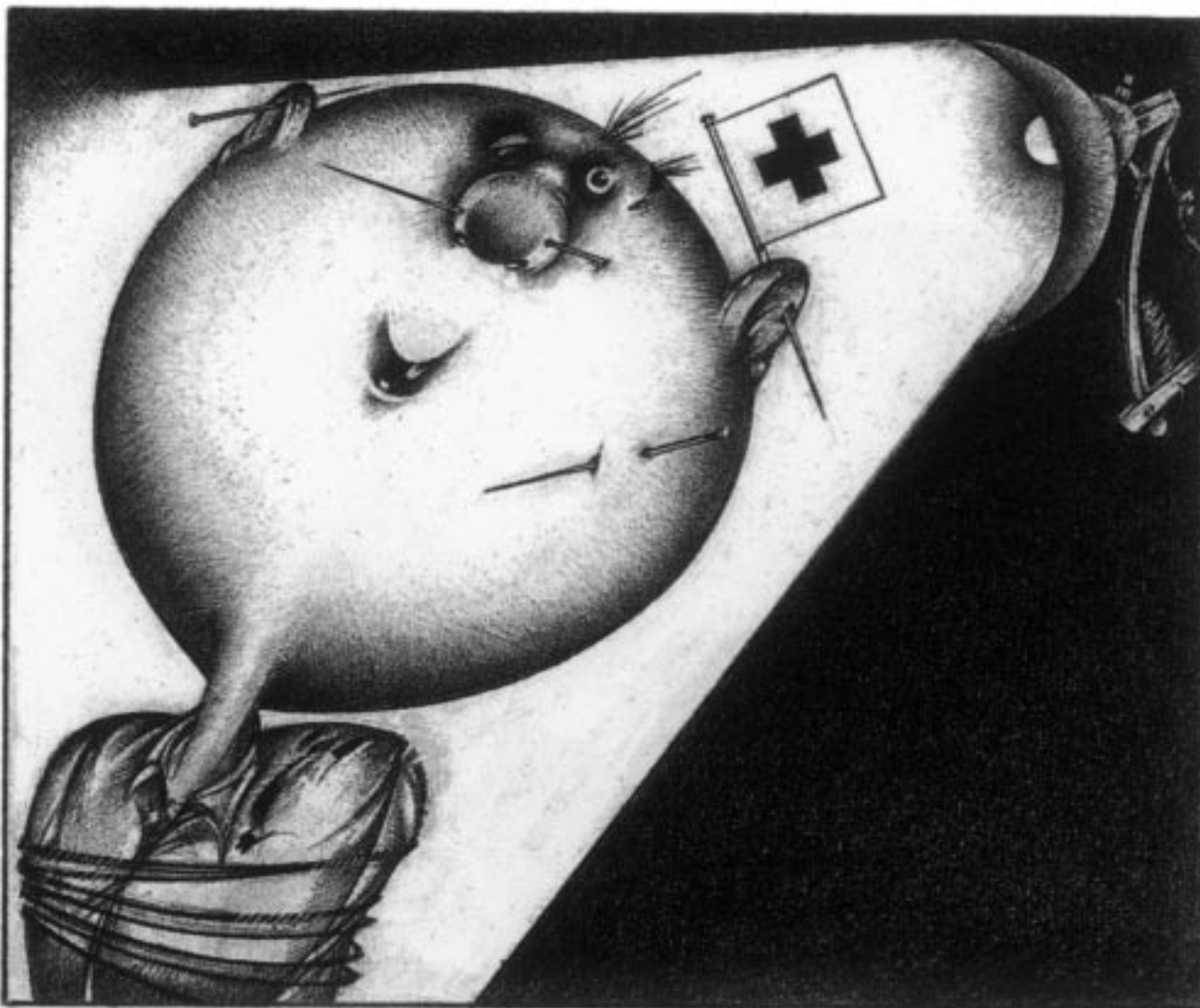
La publication, il y a quelques mois, des photographies réalisées à la prison d'Abou Ghraïb, où des prisonniers irakiens ont été humiliés, frappés, torturés à mort, est un événement dont la portée se mesure avec peine. Pour certaines personnes jusque là peu concernées, ces images ont provoqué une prise de conscience forte. Pour les photographes et pour tous ceux qui s'intéressent au langage de l'image, elle pose une question essentielle, celle de leur identité.

*Il arrive en effet,* pense Patrick Bard, *que des images destinées à devenir des « icônes » ne soient pas faites par des professionnels mais par des protagonistes. Ou par des amateurs présents par hasard, comme ce fut le cas pour le 11 septembre 2001. Il y a toujours un témoin, quel qu'il soit. Et son témoignage devient essentiel. Il n'y avait pas de photojournalistes à Auschwitz, mais les soldats eux-mêmes. La guerre, cette violence autorisée par le pouvoir, donne-t-elle cette licence à celui qui la vit, questionne Jamie Wellford?*

Ce n'est pas la première fois que des images d'amateurs occupent un espace qui, au départ, ne leur est pas destiné. D'une certaine manière, remarque l'historien Jean-Jacques Fouché, on peut les rapprocher des photos réalisées par des soldats nazis qui voulaient documenter leurs massacres en Europe de l'Est ou de celles, liées au sexe et à la torture, faites pendant la guerre d'Algérie par des soldats français. La différence est que ces images-là n'ont été connues que beaucoup plus tard et qu'elles n'ont donc pas provoqué, comme viennent de le faire celles prises par les geôliers américains de la prison d'Abou Ghraïb, le choc presque physique lié à la proximité dans le temps et au fait qu'elles sont le fait de la première puissance mondiale, qui se dit porteuse de démocratie. C'est la prison et la torture, comme si vous y étiez!

Gary Knight, de l'agence VII (seven!), qui se déclare lui aussi choqué par les photos faites à Abou Ghraïb, n'est pas vraiment étonné! Mais ce qui le frappe, c'est que la mauvaise qualité, volontairement accentuée, de ces documents, les font apparaître plus crédibles encore, leur ajoutant une aura d'authen-





Roland Breucker

*ticité... ! Une bonne photographie, dit-il, faite par un professionnel, n'aurait pas provoqué la même stupeur, n'aurait pas eu le même impact!*

La publication de telles images, vues simultanément dans la presse écrite, télévisée, et sur Internet, était pleinement justifiée, et éminemment démocratique. Il serait dangereux, par contre, de systématiser l'utilisation de la photographie d'amateur par les médias, de l'encourager, de la commercialiser même, comme une agence hollandaise (dit-on...) se propose de le faire. Les dérives seraient inévitables. Comme dans les émissions de télé-soi-disant-réalité, les micro-trottoirs soigneusement triés ou certains courriers des lecteurs. La vigilance doit être de mise pour se protéger de ces informations tendancieuses, fausses, souvent invérifiables. De même, elle devrait également mieux s'exercer dans les milieux professionnels. Vous souvenez-vous des vrais-faux charniers de Timisoara? Et, tout récemment, de la vraie-fausse agression d'une jeune femme et de son bébé dans le RER parisien...

Nous avons tous une grande expérience du mensonge ! Les gouvernements et les grandes

institutions internationales nous y ont habitués. Les médias, en les suivant de trop près, les renforcent trop souvent. *La facilité d'accès aux images et aux textes que procure la révolution numérique n'est pas vraiment positive*, estime Maria Mann; *trop d'informations tue l'information; nous sommes dans une accélération sans fin, sur une route sans limite de vitesse; cela peut mener au suicide de la profession!*

Les nouvelles techniques de l'information, du fait même de leur efficacité, sont potentiellement dangereuses... On peut tout faire, et cela va trop vite. Elles doivent donc se protéger contre les dérives. Rester au service de la démocratie. Chaque journaliste ou photographe peut jouer un rôle en ce sens, à titre individuel. Cependant, il semble indispensable d'élaborer et d'adopter un cadre plus contraignant, une convention internationale qui garantirait la liberté et la qualité de l'information. Un appel a été lancé: la mondialisation de l'information doit s'accompagner d'une régulation collective, *pas seulement un code de déontologie*, estime Dominique Wolton (5), *mais une convention qui engagerait les Etats, les hommes politiques, les groupes de communication, les*

*médias, les agences, les journalistes. De l'écrit à la photo, de l'image à la donnée numérique, de la presse à la radio, de la télévision à l'Internet. (...) Une convention internationale, avec ses impératifs de rééquilibrage des flux de l'information Nord-Sud, Est-Ouest, et de respect de la diversité culturelle, signifie l'entrée de l'information et de la communication comme un enjeu politique majeur de ce siècle. Utopique, cette convention? Sans doute. Et, nous le savons, elle ne sera pas souvent respectée. Dominique Wolton le sait aussi. Est-ce une raison pour ne pas tenter de la mettre en place? Après tout, les droits de l'Homme existent, et il n'est pas plus facile de les appliquer!*

Georges Vercheval

(1) Les images de Roger Job, Alain Rolland et Stefan Van Fleteren ont fait l'objet de projections publiques

(2) Alain Schroeder et Wim Van Cappellen

(3) Directeur du Festival

(4) « Vers un autre futur », textes de Bakounine. Nautilus, avril 2000

(5) Dominique Wolton, directeur de recherche et de la revue Hermès, au CNRSI, dans « Libération », 4 juin 2004, pages 35/36



## QUALITÉ-VILLAGE-WALLONIE

Une démarche citoyenne active, collective, participative, pour la protection et la valorisation du patrimoine rural

**E**n 1975, un groupe d'architectes et d'ingénieurs, préoccupés par la dégradation progressive du patrimoine bâti en milieu rural et par l'absence de mesures de protection, crée l'association Qualité-Village-Wallonie (QVW). Soutenue par la Région Wallonne et la Communauté française, l'asbl a pour mission la sauvegarde du patrimoine wallon par des actions d'éducation permanente. Sa spécificité réside dans l'union de ces deux démarches. Elle se fonde sur la conscientisation des habitants aux richesses patrimoniales locales, induisant des attitudes de responsabilité et de prise en charge. Ses statuts le précisent d'ailleurs: il s'agit de « la prise en charge, par les populations rurales de Wallonie, de l'amélioration de leur environnement » et, dans la pratique, « d'aider ces populations à prendre conscience de leurs richesses socioculturelles et à participer à la création de formes nouvelles adaptées à notre temps; faire de l'amélioration de l'environnement quotidien une oeuvre commune à tous ceux qui y vivent dans cet environnement. Elle peut mener toute action, organiser tout concours et exercer toutes les activités contribuant à la réalisation de ce but. »

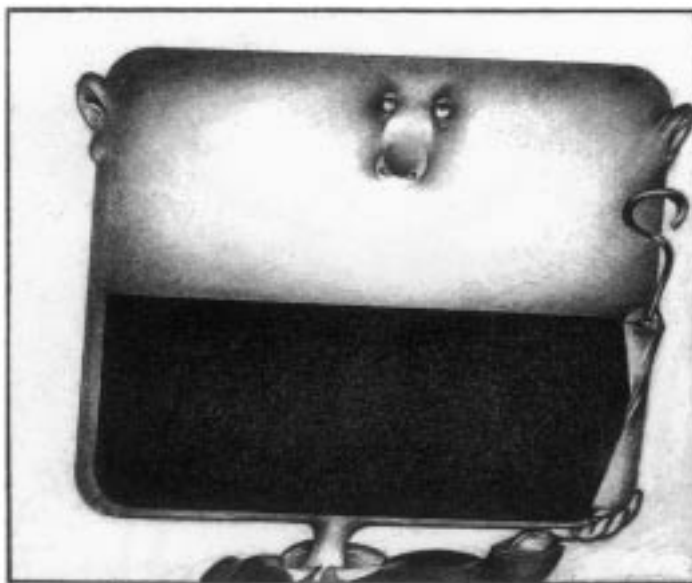
### Des champs d'actions variés et ouverts

Les actions de QVW sont menées en fonction du patrimoine local et des souhaits de la population. Elles visent l'amélioration du cadre de vie architectural, naturel et social des villages de Wallonie. En un quart de siècle, plus de 400 villages ont initié des projets diversifiés tels que l'aménagement des espaces villageois, la restauration et la promotion du patrimoine rural, la réalisation de cartes de qualité, la sauvegarde des cimetières désaffectés, le développement de la vie associative, l'élaboration de projets pédagogiques, la valorisation de la mémoire collective.

Le centre de documentation de QVW rassemble des monographies et des inventaires sur le patrimoine bâti des villages wallons: glaciers, kiosques, ouvrages hydrauliques, fours à pain, vicinal, en fait, de précieuses informations rassemblées par thème, au fur et à mesure des projets menés. Des rencontres sont organisées, réunissant les participants aux différentes actions, afin d'échanger les expériences et les idées et de mettre en valeur les réalisations. De même, un journal de liaison trimestriel est envoyé aux partenaires. Depuis 1995, un trophée récompense le village qui, à travers sa démarche et ses actions, se rapproche le plus de l'éthique de Qualité-Village-Wallonie.

### Des modes d'intervention efficaces et innovants

L'association s'est dotée d'une méthode d'intervention. Certaines étapes s'imposent et



Roland Breucker

sont applicables à la plupart des actions. Cependant, elle agit au « cas par cas », s'adaptant aux exigences du terrain. Tout souhait relatif à la mise en valeur du village, qu'il émane d'un habitant, de la commune, d'une école ou d'une association locale, est pris en compte. La coordinatrice de projet, responsable de la zone géographique, répond à la demande, effectue un travail de reconnaissance, rencontre les gens, convoque des réunions afin d'organiser un groupe porteur. Un état des lieux du patrimoine villageois permet de formuler les constats, les manques, les problèmes et d'envisager les actions à entreprendre. La coordinatrice oriente le groupe dans la hiérarchisation des projets car le choix de l'action dépend du consensus au sein du groupe et... de la faisabilité. Un calendrier des objectifs à plus ou moins court terme est défini et les différentes étapes examinées: la recherche documentaire, les partenaires, le financement.

Lorsque le projet est adopté, la coordinatrice collabore à l'élaboration d'un dossier de présentation, une démarche qui s'accompagne d'une recherche sur le sujet concerné, que ce soit au niveau historique, architectural, technique, ou sur le cadre légal. Le rôle de QVW est aussi de diffuser le dossier de présentation, de rechercher les partenaires susceptibles de collaborer, de coordonner l'action des différents intervenants et de veiller à leur complémentarité.

Dans le cadre d'une démarche bénévole, les porteurs de projets jouent un rôle essentiel. Ce sont leurs compétences personnelles qui sont recherchées, en premier lieu. On s'oriente

ensuite vers les intervenants extérieurs (privés, écoles, associations). Enfin, le groupe sollicite l'aide du pouvoir communal.

Parallèlement aux interventions bénévoles et aux aides en nature, des financements sont demandés auprès des pouvoirs publics, fondations et sponsors. Des récoltes de fonds, manifestations festives et autres initiatives culturelles peuvent également être envisagées. Les coordinatrices de QVW amènent progressivement les groupes à être autonomes, ce qui assure la pérennité des actions.

### Une démarche de citoyenneté active, collective, participative

La conscientisation est le fondement de l'action de QVW. Invitée à s'exprimer et à découvrir les éléments constitutifs de son identité villageoise, la population est amenée à élaborer des projets répondant aux besoins de la communauté. Généralement en relation avec le pouvoir communal, les habitants sont invités à s'associer afin de mieux orienter les processus décisionnels. Ensemble, les porteurs de projet et QVW élaborent ainsi une démarche citoyenne dans le sens d'un meilleur développement local, et du renforcement du tissu associatif.

Sabine Verhelst

Entretien avec Isabelle Dalimier,  
responsable de l'équipe d'animation  
de Qualité-Village-Wallonie

Qualité-Village-Wallonie organise quatre journées  
thématiques à la découverte de villages wallons  
(Saint-Jean-Sart, Villers-Sainte-Gertrude, Saint-Léger  
et Fraire), en septembre-octobre 2004.  
Infos: 04 379 05 01 - qvw@belgaqom.net



La zone du canal à Bruxelles concentre des situations de pauvreté et de précarité. Diverses associations impliquées dans les hôpitaux de cette zone y développent des approches et services complémentaires pour l'accueil, le soin, le transport, la scolarité, des animations pour les enfants gravement malades. Le réseau « Canal Santé » a été créé afin de jeter des passerelles entre ces différents acteurs et encourager l'humanisation des soins hospitaliers. L'art et l'artiste ont un rôle à jouer dans cette mission. C'est ainsi que Culture et Démocratie s'est joint au réseau et à la préparation d'un colloque qui se tiendra le jeudi 25 novembre 2004 à la Maison du Peuple à Saint-Gilles.

En guise d'entrée en matière, penchons-nous sur ce qui est le plus connu: le clown à l'hôpital. Que recouvre cette pratique? Céline Dedeurwarder a réalisé un mémoire pour l'obtention de son diplôme d'infirmière sur le sujet, elle nous fait part de ses observations.

## NEZ ROUGE ET BLOUSE BLANCHE

Depuis une dizaine d'années, la magie, le rêve, la fantaisie et le rire ont envahi de nombreux services pédiatriques par le biais de personnages hauts en couleurs: les clowns. Ceux-ci se présentent sous deux tendances. Les *clowns relationnels* sont, à la base, des soignants ou des éducateurs qui ont suivi une formation appropriée. Spécialistes de l'empathie ludique, ils endossent bénévolement le costume clownesque. Tandis que les *clowns hospitaliers* sont des artistes et comédiens chevronnés, rompus à toutes les techniques du cirque. Ce sont des professionnels généralement rémunérés pour leurs prestations.

### Des objectifs communs

L'objectif n'est pas de « faire rire à tout prix ». Le rôle du clown est de divertir l'enfant. De permettre au petit patient et à ses proches d'exprimer leurs émotions sans qu'il y ait une relation hiérarchique. Le clown relationnel, comme le clown hospitalier, vise à améliorer le bien-être et les conditions de vie du malade à l'hôpital en lui apportant fraîcheur et fantaisie.

Le clown ne prend rien à l'enfant, contrairement au soignant qui entre dans sa chambre pour effectuer un soin ou lui « prendre » quelque chose (sang, urine, paramètre, etc...). Cet « anti-héros » est le seul personnage de l'hôpital qui est socialement plus bas que lui, à qui il ne doit pas le respect, sur lequel il a une emprise. Il peut, par exemple, accepter ou refuser de le recevoir. Ainsi valorisé, l'enfant se sent écouté et compris.

### Les difficultés rencontrées

Malgré une formation et une approche différentes de l'enfant, les clowns relationnel et hospitalier sont confrontés aux mêmes difficultés. En effet, la relation entre le clown et le personnel soignant est loin d'être évidente. L'art clownesque au sein des institutions est un concept récent qui doit encore faire son chemin. L'attitude des membres de l'équipe soignante reste mitigée. Si certains acceptent d'emblée la venue des artistes, d'autres sont méfiants et craignent une répercussion néfaste au niveau de l'organisation des soins et de

l'équilibre de la relation soignant/soigné. Le clown bénéficiant d'une relation basée sur le rire et la détente, le soignant craint d'être perçu comme « le méchant » aux yeux du petit patient.

Le clown se plaint parfois de ne pas recevoir suffisamment d'informations concernant l'enfant. Un compte-rendu de la situation sociale et familiale de celui-ci leur est pourtant indispensable afin d'éviter de commettre des impairs.

Le clown doit se montrer disponible afin de bien cerner les besoins et attentes de l'équipe soignante. Sa mission première consistera à expliquer clairement ses objectifs et la raison de sa présence. Une bonne compréhension mutuelle favorisera l'établissement d'une relation de confiance entre les deux parties.

### Les différences entre clowns relationnels et clowns hospitaliers

Les clowns relationnels sont des professionnels de la santé (infirmier, médecin, éducateur, etc...) qui, outre leur travail en institution, se transforment de temps en temps en clowns. Les participants sont bénévoles et ont suivi une formation appropriée de 18 mois.

Les clowns hospitaliers sont des professionnels du spectacle. Ils sont rémunérés et suivent des formations continues dans le but d'approfondir leurs connaissances du monde hospitalier. C'est ainsi que leurs prestations diffèrent. Les clowns relationnels « jouent » à plusieurs. A cause d'un manque de disponibilité, ils ne prestent pas régulièrement et rencontrent donc rarement les mêmes enfants et ceux-ci sont plus timides lors de leur passage. Les clowns hospitaliers travaillent le plus souvent en duo et sont employés par une association - subventionnée par la Cocof pour Bruxelles - faisant le lien entre l'institution hospitalière et les artistes engagés au cachet. Ils assurent en général une présence hebdomadaire. De véritables liens d'amitié peuvent ainsi se tisser entre le clown et l'enfant.

N'étant pas des artistes professionnels, les clowns relationnels ont un répertoire limité, ils emportent peu de matériel pour divertir l'enfant. Des bouts de ficelle, des bulles de

savon, des marionnettes seront utilisés comme marchepied mais ils exploitent surtout les propres jouets de l'enfant afin de le valoriser. Les clowns relationnels recourent principalement au toucher et à l'écoute, à ce que l'on appelle « l'empathie ludique » qui consiste à employer le même langage que le patient et à adopter ses postures et ses mimiques. Cette approche permet de trouver une proximité plus juste avec le malade et sa famille. Chaque prestation sera donc différente selon l'enfant.

Les clowns hospitaliers sont des artistes et, pour la plupart, musiciens. Ils disposent d'un répertoire très large de « recettes rigolotes ». Ils emportent dans chaque chambre un chariot rempli de matériel hétéroclite. Ils utilisent des instruments de musique, du matériel de magie et de jonglerie, des planches anatomico-comiques, des objets géants. Ils n'hésitent pas à détourner des instruments médicaux de leur usage habituel afin de dédramatiser les situations. Il n'est pas rare qu'ils effectuent les mêmes pitreries de chambre en chambre, tout en les adaptant à chaque enfant.

L'idée d'une étroite collaboration entre clowns relationnels et hospitaliers ne semble pas encore avoir fait son chemin, chacun souhaitant maintenir ses positions. Le risque existe cependant de voir les clowns hospitaliers, artistes de profession, « voler la vedette » aux clowns relationnels...

Au terme de la visite des clowns (quelle que soit leur formation), l'enfant est transfiguré. Il sourit et dégage une impression de mieux-être évident, un effet bénéfique indéniable qui retombe cependant assez vite, l'enfant étant rattrapé par l'atmosphère morose de l'hôpital et les angoisses initiales... Les clowns relationnels comme hospitaliers sont conscients des limites de leurs activités. L'enfant s'adapte aux uns et aux autres, même s'il perçoit les différences entre ces deux catégories d'artiste. Pour lui, le clown, sera toujours ce bonhomme génial, maladroit et gaffeur...

Céline Dedeurwarder



# Accès

Les visiteurs des musées sont pourvus d'un patrimoine économique et social élevé. C'est un fait, toujours d'actualité. Qu'en est-il des autres, de toutes ces personnes dont les origines, les habitudes sociales et les racines culturelles font qu'elles constituent pour le musée le « non-public » ? Rares sont les institutions qui s'en préoccupent. Avec le projet « Le musée s'ouvre au monde », les services éducatifs des Musées Royaux des Beaux-Arts de Belgique et des Musées Royaux d'Art et d'Histoire vont à la rencontre et accueillent ce qui devrait devenir le « nouveau public ».

## LE MUSÉE, C'EST LE MONDE

Dialogue avec de nouveaux publics

L'objectif de ces deux institutions est d'ouvrir leurs portes à de nouveaux visiteurs, issus notamment de groupes minoritaires, tant autochtones qu'allochtones. Pour beaucoup de ces « non-publics », le musée est un univers étranger. C'est le cas de la plupart de nos musées, dont les préoccupations sont bien éloignées des réalités sociales et culturelles vécues par ces populations. Se mettre à l'écoute, provoquer la rencontre, c'est la mission que s'est donnée « Le musée s'ouvre au monde », un projet initié en 2003. Ainsi, les musées seront un laboratoire pour de nouvelles formes d'actions en faveur du public.

### Comment sensibiliser les groupes cibles ?

La première étape du projet comporte la constitution et le développement d'un réseau de personnes-relais au sein du milieu associatif (les groupements d'immigrés, les collectifs d'alphabétisation, les centres de demandeurs d'asiles et de réfugiés, les maisons de quartier, les programmes pour enfants en dehors du temps scolaire, les programmes pour les jeunes dans les quartiers...). Les premières rencontres avec les nouveaux publics se feront en concertation avec ces personnes-clés.

Pour tisser des liens avec les associations, les musées ont conçu quelques outils concrets. Une mallette didactique interactive, créée par des personnes issues des différents groupes cibles, sera mise en circulation. Dans le cadre d'animations, elle permettra d'entrer en contact de manière ludique avec les œuvres d'art et de se préparer à la visite. Un carnet interactif pour une visite « interculturelle » proposera une exploration adaptée des collections. Le « musée de papier pour la maison », une farde contenant des illustrations et informations pratiques, en plusieurs langues, sera offerte en souvenir à la sortie du musée. Le calendrier 2005, relatant le projet en textes et en images et proposant un catalogue d'œuvres des collections, sera diffusé à grande échelle. Un document didactique destiné au troisième degré de l'enseignement primaire sera distribué dans les écoles en discrimination positive. Enfin, une publication scientifique proposera un rapport et une méthodologie du projet. La question délicate de la réduction du prix d'entrée est à l'étude. Dans certains cas, la gratuité sera accordée grâce à des mécènes.

### Aller à la rencontre du public

Les visites ponctuelles sans lendemain ont prouvé qu'elles pouvaient être contre-pro-



Roland Breucker

ductives, les personnes concernées se trouvant dès lors confortées dans l'idée que le musée n'est pas pour elles. Par contre, la participation à des actions concrètes (ateliers, mallettes didactiques ou autres projets créatifs) permet une appropriation progressive et durable du musée.

Si le musée veut ouvrir ses portes à un nouveau public, il doit sortir de ses murs et des sentiers battus pour aller à sa rencontre. Laurent Busine présentant une œuvre de la collection du MAC's « chez l'habitant », à Hornu, l'a démontré. S'il n'est pas facile pour une institution de réaliser de telles actions, elle peut, par contre, soutenir et susciter les initiatives des groupes cibles, répondre à leurs demandes, encourager le partenariat avec d'autres acteurs culturels et locaux. Ainsi, le projet propose des ateliers d'initiation et la présentation des mallettes pédagogiques au sein des associations.

### Une formation à tous les niveaux

Il est essentiel de proposer des formations à tous les niveaux et, en premier lieu, pour les personnes-relais (accompagnateurs, animateurs, éducateurs de rue, enseignants). Elles consistent surtout à démystifier le musée, découvrir la richesse de ses collections et la manière dont on les utilise, et imaginer ensemble les visites adéquates pour chaque public. Vient ensuite la formation d'accueil adapté pour des volon-

taires intéressés parlant l'arabe, le turc, ou le russe... La formation des gardiens et du personnel du musée est nécessaire afin d'assurer un accueil optimal et une meilleure communication avec le public. Enfin, les guides des services éducatifs devront concevoir des méthodes didactiques et des outils de travail adaptés.

Ce projet pilote constitue un pas important vers une démocratisation de nos institutions culturelles et une ouverture sur notre société plurielle. Il confère aux musées un rôle nouveau car il encourage non seulement l'accès mais aussi la participation et favorise le dialogue interculturel. En développant des synergies entre le musée et ses partenaires des secteurs associatif et social, il participe à son enracinement dans la ville. Il s'ouvre ainsi à tous les publics, et au monde !

Sabine Verhelst

Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique - Programme Sésame : Anne Querinjean - tél. : 02 508 33 50

Musées royaux d'Art et d'Histoire - Sylvie Paesen tél. : 02 741 73 11

Rencontres : Musée et Personnes relais aux Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique  
Les 11 octobre 2004 à 13h30, 20 novembre 2004 à 10h et 11 janvier 2005 à 13h30 - Info : 02 508 33 50

# POUR NE PAS RESTER SUR SA FAIM!

## I. Les suggestions du jour – Septembre 2004

Fukuda-Parr, Sakiko (dir.) – *La liberté culturelle dans un monde diversifié – Rapport mondial sur le développement humain 2004* – Publié pour le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) – Editions Economica – France – Paris – juin 2004 – 286 pages – ISBN 2-7178-4869-X

### Contenu de la table des matières:

Membres de la rédaction – Préface – Remerciements – Table des matières – Vue d'ensemble: la liberté culturelle dans un monde diversifié – Ch. I: la liberté culturelle et le développement humain – Ch. II: Les défis posés à la liberté culturelle – Ch. III: Bâtir des démocraties multiculturelles – Ch. IV: Faire face aux mouvements en faveur de la domination culturelle – Ch. V: Mondialisation et choix culturel – Notes – Notes bibliographiques – Bibliographie – Contributions spéciales – Encadrés – Tableaux – Figures – Cartes – Fiche technique – Indicateur du développement humain – Mesurer le développement humain – Accroître les choix – Vivre longtemps et en bonne santé – Acquérir un savoir – Accéder aux ressources permettant des conditions de vie décentes – Tout en les préservant pour les générations à venir – Protecting personal security – Parvenir à l'égalité entre femmes et hommes – Textes relatifs aux droits de l'homme et des travailleurs – Notes sur les statistiques dans le Rapport sur le développement humain – Notes techniques – Définition des termes statistiques – Références statistiques – Classement des pays – Index des indicateurs – Liste alphabétique des pays et territoires – Thèmes des précédents Rapports mondiaux sur le développement humain.

### Présentation:

Pour sa quinzième édition, le Rapport mondial sur le développement s'est consacré aux questions culturelles. Les éditions Economica publient une version synthétique en langue française du rapport annuel présenté sous l'égide du Programme des Nations Unies pour le développement. Le rapport est accessible en version « pdf » sur le site: <http://hdr.undp.org> Mais l'édition proposée par Economica est bien conçue, lisible et agréable à consulter, pour le prix d'une cartouche d'encre!

### Commentaire:

Pour qui s'intéresse aux cultures en tant qu'elles pourraient être un facteur du développement humain: voici l'occasion de prendre un bain! Et de la meilleure eau... L'ouvrage est accessible. Il donne mille informations et pose autant de questions. Si vous n'avez pas encore eu l'occasion de visiter le site du programme des Nations Unies pour le développement, vous découvrirez tout un univers: celui des institutions internationales. Comment la culture y est considérée? Ce qu'on en dit? Quels sont les objectifs du développement pour le millénaire? ... Comment est composé l'indice du développement humain? L'indice de la pauvreté? C'est là qu'on trouve ces informations qui nous éclairent tant sur le désordre du monde: plus d'un milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour; en 2002, près de cinq milliards de personnes vivent dans les pays en développement et seulement un milliard trois cent mille dans les pays à développement élevé. On ne discutera pas ici des multiples questions qui sont posées, tant par les résultats que par les critères

retenus pour l'élaboration des indicateurs. Ces questions sont éminemment politiques. Il n'y a aucune contestation formelle à l'égard de l'ordre économique mondial; mais simplement faire émerger ces informations c'est permettre à chacun de tirer son propre bilan devant les résultats – en termes de développement humain – de cet ordre économique mondial. Il faut prendre le temps de regarder, de méditer, de comprendre... Voici un fameux compagnon pour qui croit aux alchimies des cultures et des démocraties. S'intéresser à l'ensemble des rapports serait sans doute laborieux mais certainement pas excessif. (Roland de Bodt – août 2004).

Duvignaud, Jean et Khaznadar, Chérif (dir.) – *Le Patrimoine culturel immatériel – Les enjeux, les problématiques, les pratiques* – Revue « Internationale de l'imaginaire » nouvelle série, numéro 17 – Collection Babel – Coédition Actes Sud/Léméac/Maisons des cultures du monde – France – Paris – septembre 2004 – 256 pages – ISBN 2-7427-4632-3

### Contenu de la table des matières:

Jean Duvignaud: *Le langage perdu* – Note au lecteur – Première partie: les enjeux – Javier Pérez de Cuéllar: *la variable culturelle* – François Pierre Le Scouarnec: *Quelques enjeux liés au patrimoine culturel immatériel* – Hisanori Isomura: *le Japon et le patrimoine immatériel* – Deuxième partie: les problématiques – Chérif Khaznadar: *Patrimoine culturel immatériel, les problématiques* – Richard Kurin: *Les problématiques du patrimoine culturel immatériel* – Akinwumi Isola: *les ennemis de l'intérieur* – Kim Jeong-ok: *Les problématiques du patrimoine culturel immatériel en Corée* – Maria Angela P.N. Kane: *Repenser les problématiques du patrimoine culturel immatériel, le cas de la construction de la nation mozambicaine* – Troisième partie: Les pratiques – Françoise Gründ: *La tentation de préserver ou le temps des maladies de la mémoire* – Laurent Aubert: *Question de mémoire, les nouvelles voies de la tradition* – Wim Van Zantem: *Les tentations des ascètes, patrimoine culturel immatériel des Baduy dans le Banden du Sud (Indonésie)* – Joaquim Pais de Brito: *Le patrimoine immatériel, entre les pratiques et la recherche* – Jean Pierre Ducastelle: *Le patrimoine culturel en Communauté française (Wallonie-Bruxelles), analyse d'une politique* – Armindo Biao: *Un carrefour nommé Bahia, enjeux, problématiques ainsi que certaines pratiques concernant le patrimoine culturel immatériel à Bahia (Brésil)* – Gopalan Nair Venu: *La sauvegarde du théâtre dans le Kerala, quelques expériences* – Annexes – Rieks Smeets: *Réflexions autour d'un projet de convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* – *Avant-projet de convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* – Glossaire – Dictionnaire français-anglais du glossaire – Colloque d'Assilah, allocutions de Mohamed Benaïssa, Aziza Bennani, Mounir Bouchenaki, Jean Pierre Boyer – ont participé à ce numéro de l'Internationale de l'imaginaire.

### Présentation:

Le dix-septième numéro de la revue internationale publiée par la Maison des cultures du monde dans la collection Babel, nous livre les principales contributions présentées au colloque organisé en août

2003, à Assilah (Maroc) et consacré au thème: « *Le patrimoine culturel immatériel: les enjeux, les problématiques et les pratiques* ». Ce colloque s'inscrit dans les perspectives ouvertes par les négociations en vue de la Convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine immatériel (Unesco). Le volume comporte un avant-projet de convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. C'est toujours intéressant à lire.

### Commentaire:

La revue de la Maison des cultures du monde, *Internationale de l'imaginaire* est insuffisamment connue. Pourtant, ces dix-sept livraisons présentent chacune un intérêt réel, en dehors des sentiers battus par les modes du prêt à penser. Ce numéro ne dément pas l'esprit de la maison. Le sujet en est important et les contributions présentées apportent un ensemble d'éclairages actuels et souvent concrets qui aident à prendre la mesure des enjeux et des pratiques. C'était bien l'objet! La table des matières témoigne des préoccupations de manière assez explicite. Je profite de cette notice pour vous recommander la lecture – voire l'acquisition – des 17 numéros de la revue *Internationale de l'imaginaire*. (Roland de Bodt – mai 2004).

## II. A la carte! – Septembre 2004

Aubry, Martine (dir.) – *Culture toujours... et plus que jamais!* – Ouvrage collectif – Collection « Proposer » – Editions de l'aube – France – La Tour d'Aigues – avril 2004 – 221 pages – ISBN: 2-87678-990-6 – ([www.aube.lu](http://www.aube.lu))

Mongin, Olivier – *L'artiste et le politique – Eloge de la scène dans la société des écrans* – Collection « Conversations pour demain » numéro 26 – Editions Textuel – France – Paris – février 2004 – 153 pages – ISBN: 2-84597-102-8.

Bayle, Pierre – *Pensées sur l'athéisme* – Edition de textes de Pierre Bayle (1647/1706) présentée, établie et annotée par Julie Boch – Collection « XVIIe siècle » – Editions Desjonquères – France – Paris – mai 2004 – 194 pages + tables – ISBN: 2-84321-065-8.

Frydman, Benoît (dir.) – *La société civile et ses droits* – Ouvrage collectif – Collection « Penser le droit » – Editions Bruylant et le Centre de philosophie du droit de l'Université Libre de Bruxelles – Belgique – Bruxelles – mai 2004 – 218 pages – ISBN: 2-8027-1818-5 – ([www.philodroit.be](http://www.philodroit.be) et aussi [www.bruylant.be](http://www.bruylant.be))

Lahaye, Martine et Mangot, Thérèse (dir.) – *La culture en action hors les murs* – Ouvrage collectif – Collection « La culture en action » – Editions Ministère de la Communauté française, Direction générale de la culture, service des centres culturels – Belgique – Bruxelles – mai 2004 – 64 pages. ([www.cfwb.be](http://www.cfwb.be))





Culture et Démocratie



Depuis 1993, Culture et Démocratie rassemble des artistes et opérateurs sociaux afin de promouvoir la culture comme valeur démocratique. Médiatrice ou relais entre les secteurs culturels et associatifs, elle encourage la participation de tous à la vie culturelle, sans exclusion.

Fondateur: Bernard Focroulle  
Président: Georges Vercheval  
Coordinatrice: Sabine Verhelst  
Collaboratrices: Julie Gilson et Séverine Monniez

60 rue de la Concorde - 1050 Bruxelles  
Tél.: 02 502 12 15 - Fax: 02 512 69 11  
Courriel: cultureetdemocratie@pro.tiscali.be  
Fortis 001-3185141-28

Pour en savoir plus, visitez notre site web:  
[www.cdkd.be](http://www.cdkd.be)

Devenez Membre

Merci à tous les membres, anciens et nouveaux. Votre soutien est essentiel. Notre réseau et nos activités ne peuvent exister et se développer que grâce à vous. Les membres reçoivent le journal et sont invités aux différentes activités.

Les montants des cotisations annuelles s'élèvent à:  
Cotisation individuelle: 13 Euros  
Affiliation d'une association ou entreprise, selon ses entrées financières:  
- jusqu'à 125.000 Euros: 25 Euros  
- jusqu'à 250.000 Euros: 125 Euros  
- jusqu'à 1.250.000 Euros: 250 Euros  
- jusqu'à 5.000.000 Euros: 500 Euros  
- au-delà de 5.000.000 Euros: 1.250 Euros  
à verser au compte 001-3185141-28

Ont collaboré à ce numéro:  
Roland de Bodt, Céline Dedeurwarder, Sabine de Ville, Pierre-Jean Foulon, Séverine Monniez, Georges Vercheval, Sabine Verhelst.

Imprimerie Jan Verhoeven  
Editeur responsable: Sabine Verhelst  
60 rue de la Concorde - 1050 Bruxelles

Avec le soutien du Ministère de la Communauté française  
Wallonie-Bruxelles - Direction générale de la Culture



et



Important: les images - dessins ou photographies - que vous découvrez dans le « Journal de Culture et Démocratie » y apparaissent de manière indépendante, en tant qu'expression à part entière et sans lien aucun avec les textes qui les jouxtent. Pour ne pas l'avoir rappelé dans le numéro précédent, nous avons provoqué quelques incompréhensions. Désolés.

Dans le même numéro, la photographie de la page 5 a été erronément attribuée à Michel Van Reysen. Elle était de Marie Ozanne. Nous prions les auteurs et les lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Droits de Ciné: 30 films pour une Déclaration

La Ligue des droits de l'Homme lance son ciné club: 30 films pour une Déclaration. L'objectif est d'illustrer chacun des 30 articles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme par un film. Soit, 30 films, pour une Déclaration. En introduction à chaque séance, une analyse de l'article illustré et une présentation du film projeté sont proposées aux spectateurs. Rendez-vous tous les quatrièmes jeudis du mois, lors de la dernière séance à partir du 23 septembre 2004, au cinéma Arenberg (Galerie de la Reine, 26 à 1000 Bruxelles).

Prix Régine Orfinger-Karlin 2004

Régine Orfinger est née en 1911. Docteur en droit, elle est inscrite au Barreau d'Anvers en 1934. Pendant la guerre 40-45, avec son mari, elle s'engage activement dans la Résistance comme membres de l'Armée belge des Partisans. Son mari, Lucien, emprisonné à Breendonck, est fusillé le 26 février 1944. Après la guerre, Régine Orfinger participe à

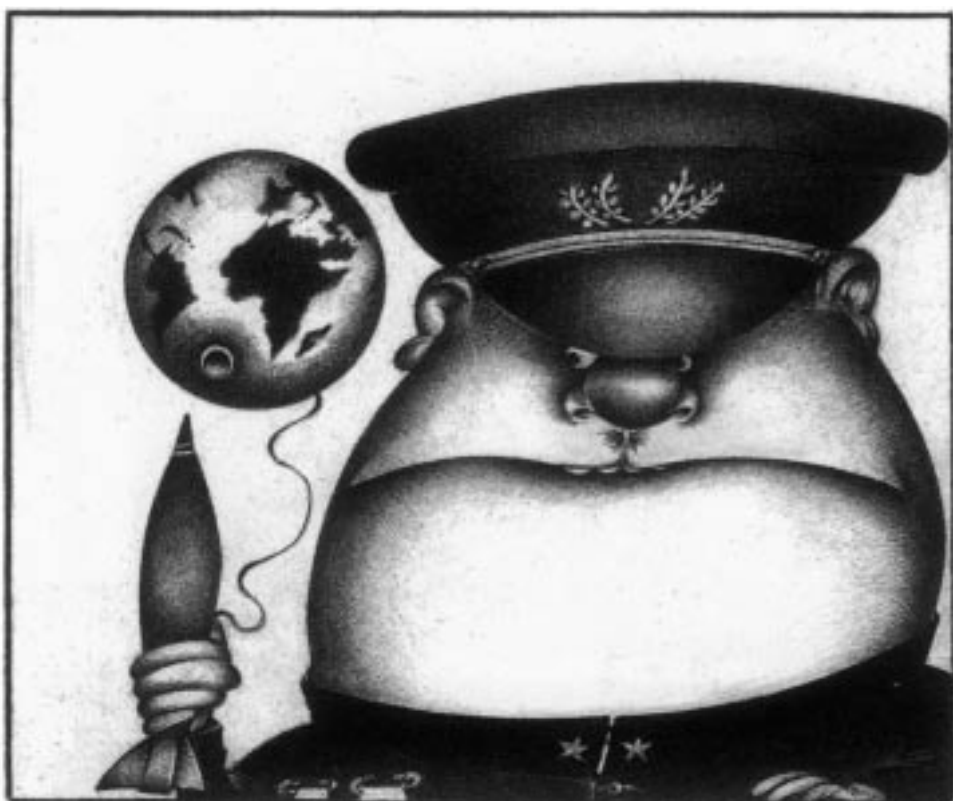
la refondation de la Ligue des droits de l'Homme. Présidente d'honneur de la Ligue, elle est décédée à Bruxelles le 28 décembre 2002.

Attribué tous les deux ans depuis 1996 à l'initiative de la Ligue des droits de l'Homme, ce Prix distingue une personne ou une association pour son action militante en faveur des droits humains. Pour l'édition 2004, le Prix récompensera un « projet » à réaliser en 2005. Il peut être de portée socio-politique, éducative ou artistique. Une attention particulière sera portée aux actions situées en Communauté française en faveur de groupes vulnérables, au droit des étrangers, et à celles qui favorisent l'égalité des hommes et des femmes. Les candidatures doivent être déposées à la Ligue des droits de l'Homme, avant le 31 octobre 2004.

Infos:  
Ligue des droits de l'Homme  
303, Chée d'Alseberg, 1190 Bruxelles  
Dominique Rozenberg et Charlotte Launoy  
tél. : 02 209 62 85 et 02 209 62 82

CÔTÉ « IMAGES » : Roland Breucker

Roland Breucker. Né le 31 mai 1945. Etudes à Saint-Luc, à Liège. Quelques années d'enseignement au Canada et à l'Ecole d'Architecture Saint-Luc, Liège. Et puis du dessin, beaucoup de dessin et tout ce qui tourne autour du graphisme, du livre, de l'affiche, du décor de théâtre, du clip-vidéo. Il réalise des couvertures pour diverses revues, collabore au journal « Le Soir », à « Sud-Ouest-Dimanche », à la revue « Marginales ». Il expose beaucoup, en Belgique mais aussi en Allemagne, au Canada, en France, en Pologne, en Bulgarie, en Espagne (on ne citera pas tout). Il est représenté dans diverses collections publiques et privées, depuis le Musée des Beaux-Arts de Mons jusqu'au Musée de la caricature et du Cartoon de Bâle, en passant par Dexia Banque, la Banque Nationale et l'Etat belge...



Roland Breucker